

RUANDA - URUNDI

SERVICE PENITENTIAIRE.

MAISON CENTRALE
DE
DETENTION.

Cd

P

Nom : *Muhogo, muturur, umukunda. coll. Mubona*

Origine : *s. chef Mutari chef Gakwara prov du Mubona*

Chefferie : *Territ de Ruhengeri*

Poste : _____

Profession : _____

N° du R. E. : *1429* *renvoyé n° 1557. comme*

N° du R. M. P. : *2149/Ruh* *prévenu. MDP du 3-9-40.*

N° Dactyl. : _____ *RMP. 2150/Ruh.*

Arrêté, le : *20. 6. 40* *libéré 3-9-40*

Entré, le : *20-6-40* *Voir Ord. Cl. 4131-2150 du 26-7-40*

Condamné le : *20-6-40*

1/4 de peine : _____

Sortie le : *3-9-40*

Rapatrié le : _____

Expulsé, le : _____

Décédé, le : _____

no 25.7.40. A. S. F. S. pays le 3-9-40 grâces - 293

Le Gardien,

*Occasion
travail
u. s. v.*

Ruhengeri



10217

[Signature]

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI

Mise en liberté provisoire

L'an mil neuf cent

Officier du Ministère Public près le Tribunal Territorial du Rwanda

Nous *Dautier, Daniel*

Juge du Tribunal

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de *MUPPOPO, mukutu, umukunde, Jil de*
Chyanura dcd. ci d'hyamulogie v. coll. *Mubona* ? chef *Mulari* chef *Gaanaru*
 prévenu de *abus de confiance* *prox. Mubona*
 infraction prévue et punie par l'art. *95 du C. P. Livre II.*

Vu les articles 39 et 43 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et les articles 33 à 39 du décret du 11 juillet 1923 ;

Attendu que (1) les témoignages de Muryangabo, Shyirubute et du 2. chef Kanyabugoy, semblent prouver que Muhogo s'est rendu coupable du fait infractionnel mis à sa charge.

(2) Ordonnons que le susdit

sera mis en détention préventive pour une durée de quinze jours.

(2) Confirmons pour une durée de

la détention préventive ordonnée par le Tribunal de

en date du à charge du susdit.

Et vu requête de l'inculpé tendant à obtenir sa mise en liberté provisoire,

Vu l'article 38 du décret du 11 juillet 1923.

(3) Attendu que

(3) Attendu que l'échange pour une durée de 15 jours à la date du

- (1) Indiquer les raisons graves qui justifient la détention préventive en se référant aux articles 33 et 34 du décret du 11 juillet 1923.
(2) Biffer une des deux mentions suivant qu'il s'agit d'ordonnance de mise en détention ou d'ordonnance confirmative.
(3) Indiquer les motifs pour refuser ou accorder la liberté provisoire.

Remarque: La date de sa mise en détention, présentée n'étant pas encore connue du fait de sa condamnation par R.M.P. 2149/Ruhengeri à une peine principale et subsidiaire, cette date ne sera marquée que lorsqu'elle sera connue.

Disons..... avoir..... lieu d'accorder au requérant sa mise en liberté provisoire

(1) Fixons à francs le montant du cautionnement
au Greffe du Tribunal comme condition de cette libération.

Disons que la libération n'est accordée qu'à charge par l'inculpé de ne pas entraver l'instruction ou de ne pas occasionner
du scandale par sa conduite, en outre à charge de

En conséquence ordonnons que l'inculpé

(1) sera maintenu en liberté sur production de la quittance de versement du cautionnement.

LE GREFFIER,

LE JUGE,

R. M. P. 2150/Ruhengeri

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI

DÉTENTION PRÉVENTIVE

Mise en liberté provisoire

Ordonnance de 30 août 1924 et décret
du 11 juillet 1923.

L'an mil neuf cent *quarante*
le *troisième jour du mois de septembre*
à la requête de *nous même*
Officier du Ministère Public près le Tribunal *Territorial du Ruanda*
Nous *Kuthier, Daniel*
Juge du Tribunal

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de *MUHOGO, mshutu, umukunda fils de*
Gyanyurata et de Gyanyurazi coll. Mubona v. chef Mutari chef Gakwara
prévenu de *abus de confiance* *pro. Mubona*
infraction prévue et punie par l'art. *95 du C. P. Livre II*

Vu les articles 39 et 43 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et les articles 33 à 39 du décret du 11 juillet 1923 ;

Attendu que (1) *les témoignages de Muryangabo, Shyimbute*
et du v. chef Kanjabugoyi semblent prouver que Muhogo
s'est rendu coupable du fait infractionnel mis à
sa charge

(2) Ordonnons que le susdit *Muhogo*
sera mis en détention préventive pour une durée de quinze jours.

(2) Confirmons pour une durée de
la détention préventive ordonnée par le Tribunal de
en date du à charge du susdit.

Et vu requête de l'inculpé tendant à obtenir sa mise en liberté provisoire.

Vu l'article 38 du décret du 11 juillet 1923.

(3) Attendu que
solange pour une durée de 15 jours à la date
du

(1) Indiquer les raisons graves qui justifient la détention préventive en se référant aux articles 33 et 34 du décret du 11 juillet 1923.

(2) Biffer une des deux mentions suivant qu'il s'agit d'ordonnance de mise en détention ou d'ordonnance confirmative.

(3) Indiquer les motifs pour refuser ou accorder la liberté provisoire.

Remarque. La date de sa mise en détention préventive n'est pas encore connue
du fait de sa condamnation par R. M. P. 2149/Ruhengeri
à un peine principale et subsidiaire, cette date n'est pas marquée
qu'elle sera connue

Disons avoir lieu d'accorder au requérant sa mise en liberté provisoire

(1) Fixons à francs le montant du cautionnement
au Greffe du Tribunal comme condition de cette libération.

Disons que la libération n'est accordée qu'à charge par l'inculpé de ne pas entraver l'instruction ou de ne pas occasionner
du scandale par sa conduite, en outre à charge de

En conséquence ordonnons que l'inculpé

(1) sera maintenu en liberté sur production de la quittance de versement du cautionnement.

LE GREFFIER,

LE JUGE,

REQUISITION
à fin
d'emprisonnement

TRIBUNAL de Police

Reg. du M. P. d'Instance n° 2149 Ruhl
Registre du rôle n° _____

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de police de Rukengeri

En vertu de l'art. 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 142 et 146 du décret du 11 juillet 1923 ;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à _____

de recevoir et emprisonner le nommé Muhogo, mulâtre, nomme de fils de Balyamba
ded. et de Sviramulezi c. coll. Muboro 1. chef Mulani
chef Gakwara prov. Mulera Terr. Rukengeri

condamné par jugement du Tribunal de police

en date du 20 juin 1940 devenu irrévocable le _____ 193 _____

en date du 2 mai et 15 jrs de S.P.P. + 175 frs d'am. del. legal. ou
85 jours de S.P.S. + 19 frs de F.T. soit 9,50 frs chacun del
legal ou 2 jrs de pris de c.p.c.
du chef de Actes commerciaux sans permis de commerce sans permis de cir-
culation, commerce de gros détail Rukengeri, le 20.6. 1940.

1^o Art. 1 et 5 du décr. du 188.37.

2^o Art. 1 et 3 de l'Ord. du G. G. du 9.12.25
ex. R. U. 3^o Ord. du 15.9.26. et par l'art.
1 et 3 de l'Ord. Loi du 15.11.25.

L'Officier du Ministère Public,

V. Anthier